

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3701

[C — 2007/29096]

25 MAI 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est donné assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2006-2007* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 390-1. — Rapport, n° 390-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 22 mai 2007.

Annexe

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait

Vu les articles 128, § 1^{er}, 130, § 1^{er}, et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 5, § 1^{er}, II, 6^o, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, et modifié par les lois spéciales du 16 juillet 1993 et 13 juillet 2001;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifiée par les lois du 15 mai 2006 et 13 juin 2006, en particulier les articles 37bis à 37quinquies, 45quater et 52quinquies;

Vu les décrets de la Communauté flamande relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse, coordonnés le 4 avril 1990, modifiés par les décrets des 21 décembre 1990, 19 décembre 1991, 25 juin 1992, 4 mai 1994, 15 juillet 1997 et 7 mai 2004;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, modifié par les décrets des 16 mars 1998, 6 avril 1998, 30 juin 1998, 5 mai 1999, 29 mars 2001, 31 mars 2004, 12 mai 2004 et 19 mai 2004;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 20 mars 1995 relatif à l'Aide à la jeunesse, modifié par les décrets du 4 mars 1996, 20 mai 1997, 23 octobre 2000, 3 février 2003 et du 1^{er} mars 2004;

Considérant qu'une coopération est indispensable entre les différentes autorités compétentes pour l'organisation de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

Entre :

1. L'Etat fédéral, représenté par son Gouvernement en la personne de Laurette ONKELINX, la Ministre de la Justice,

2. La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne de Yves LETERME, le Ministre-Président, et en la personne de Inge VERVOTTE, la Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,

3. La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de Marie ARENA, la Ministre-Présidente et en la personne de Catherine FONCK, la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

4. La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne de Karl-Heinz LAMBERTZ, le Ministre-Président et en la personne de Bernd GENTGES, le Vice-Ministre-Président, le Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,

5. La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Charles PICQUE, le Président du Collège réuni, en la personne de Pascal SMET, le Membre du Collège réuni chargé de la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique et en la personne de Evelyne HUYTEBROECK, la Membre du Collège réuni chargée de la Politique d'Aide aux Personnes, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

en fonction de leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération porte sur la coopération structurelle entre les services du Service public fédéral Justice et les services reconnus par les autorités compétentes, organisés par les Communautés ou répondant aux conditions fixées par celles-ci, dans le cadre de la mise en œuvre de l'offre restauratrice visée aux articles 37bis à 37quinquies, 45quater et 52quinquies de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifiée par les lois du 15 mai 2006 et 13 juin 2006.

Art. 2. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par.

1° offre restauratrice : l'offre relative à la médiation ou à la concertation restauratrice en groupe proposée par le juge de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou le procureur du Roi;

2° médiation : la concertation entre la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime en vue d'envisager ensemble et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction;

3° concertation restauratrice en groupe : la concertation entre la personne qui est soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, la victime, leur entourage social ainsi que toutes personnes utiles, en vue d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles résultant du fait qualifié infraction;

4° service de médiation : le service reconnu par les autorités compétentes, organisé par les Communautés ou répondant aux conditions fixées par celles-ci, qui est chargé de la médiation;

5° service de concertation restauratrice en groupe : le service reconnu par les autorités compétentes, organisé par les Communautés ou répondant aux conditions fixées par celles-ci, qui est chargé de la concertation restauratrice en groupe;

6° personnes concernées : la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime.

En application du droit civil commun, la victime mineur est assistée par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

7° victime : la personne qui déclare avoir subi un dommage moral et/ou matériel découlant d'un fait qualifié infraction.

Art. 3. Dans les quinze jours de l'entrée en vigueur du présent accord, le Ministre d'une Communauté ou de la Commission communautaire commune qui est compétent pour la protection de la jeunesse, communique au Ministre de la Justice la liste des services mettant en œuvre l'offre restauratrice. Toute modification à cette liste sera communiquée sans délai au Ministre de la Justice par le Ministre d'une Communauté ou de la Commission communautaire commune qui est compétent pour la protection de la jeunesse.

Les Communautés s'engagent à exécuter les décisions du pouvoir judiciaire proposant une offre restauratrice, si la langue de la procédure correspond à celle de la Communauté concernée, sans préjudice de l'article 37, § 1^{er}, dernier alinéa de la loi du 8 avril 1965, modifiée par la loi du 13 juin 2006.

Art. 4. Dans le cadre de la médiation proposée par le procureur du Roi, les services de médiation ont pour missions :

1° de prendre contact avec les personnes concernées si celles-ci n'ont fait aucune démarche envers le service concerné dans les huit jours ouvrables de la réception de la copie de la proposition écrite du Procureur du Roi;

2° de s'assurer, tout au long de la médiation de l'adhésion expresse et sans réserve des personnes qui y participent,

3° de prévenir le Procureur du Roi dès qu'il s'avère que la médiation n'est pas ou plus possible, sans délai et au plus tard dans le délai d'un mois. Dans ce cas, le service adresse un rapport succinct au Procureur du Roi qui comprend l'une des mentions suivantes :

— soit que la médiation ne sera pas entamée parce que :

a. une des personnes concernées n'a pu être jointe;

b. une des personnes concernées ne souhaite pas qu'elle soit entamée;

c. les personnes concernées ont déjà conclu un accord ou que la victime ne formule plus d'exigence;

d. n'est plus remplie une des trois conditions légales pour une médiation, visées à l'article 45quater, § 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

— soit que la médiation n'a donné aucun résultat. Dans ce cas, le rapport mentionne :

a. le nom des personnes concernées qui ont été contactées, avec l'information qu'entre eux aucun accord n'a été trouvé;

b. toute autre information dont la communication est signée pour accord par toutes les personnes concernées.

Les informations pouvant porter préjudice à la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié d'infraction ou à la victime ne sont pas reprises.

4° d'adresser, dans les deux mois de leur désignation par le Procureur du Roi, à celui-ci un rapport succinct relatif à l'état de l'avancement de la médiation, qui précise que la médiation a été entamée, mais n'a pas encore abouti.

Les informations pouvant porter préjudice à la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction ou à la victime ne sont pas reprises.

5° transmettre, si la médiation aboutit, l'accord signé par les personnes concernées, au procureur du Roi en vue d'être approuvé par ce dernier.

6° rédiger un rapport sur l'exécution de l'accord et adresser celui-ci au Procureur du Roi.

Le rapport est discuté avec les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction et avec les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait. Ainsi, ils sont invités à formuler leurs observations qui sont jointes au rapport.

Art. 5. § 1^{er}. Dans le cadre de la médiation proposée par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, les services de médiation ont pour missions :

1° de prendre contact avec les personnes concernées si celles-ci n'ont fait aucune démarche envers le service concerné dans les huit jours ouvrables de la réception de la copie de la proposition du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse;

2° de s'assurer, tout au long de la médiation de l'adhésion expresse et sans réserve des personnes qui y participent;

3° de prévenir le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dès qu'il s'avère que la médiation n'est pas ou plus possible, sans délai et au plus tard dans le délai d'un mois. Dans ce cas, le service adresse un rapport succinct au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse qui comprend l'une des mentions suivantes :

— soit que la médiation ne sera pas entamée parce que :

a. une des personnes concernées n'a pu être jointe;

b. une des personnes concernées ne souhaite pas qu'elle soit entamée;

c. les personnes concernées ont déjà conclu un accord ou que la victime ne formule plus d'exigence;

d. n'est plus remplie une des trois conditions légales pour une médiation, visées à l'article 37bis, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

— soit que la médiation n'a donné aucun résultat. Dans ce cas, le rapport mentionne :

a. le nom des personnes concernées qui ont été contactées, avec l'information qu'entre eux aucun accord n'a été trouvé;

b. toute autre information dont la communication est signée pour accord par toutes les personnes concernées.

Les informations pouvant porter préjudice à la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié d'infraction ne sont pas reprises.

4° transmettre l'accord signé par les personnes concernées, au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse en vue d'être homologué par celui-ci.

5° rédiger un rapport succinct sur l'exécution de l'accord et son résultat, et adresser celui-ci au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse.

Le rapport est discuté avec les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction et avec les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait. Ainsi, ils sont invités à formuler leurs observations qui sont jointes au rapport.

§ 2. Dans le cadre de la concertation restauratrice en groupe proposée par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, les services de concertation restauratrice en groupe ont pour missions :

1° de prendre contact avec les personnes concernées si celles-ci n'ont fait aucune démarche envers le service concerné dans les huit jours ouvrables de la réception de la copie de la décision du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse;

2° de s'assurer, tout au long de la concertation restauratrice en groupe de l'adhésion expresse et sans réserve des personnes qui y participent;

3° de prévenir le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dès qu'il s'avère que la concertation restauratrice en groupe n'est pas ou plus possible. Dans ce cas, le service adresse un rapport succinct au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse qui comprend l'une des mentions suivantes :

— soit que la concertation restauratrice en groupe ne sera pas entamée parce que :

a. une des personnes concernées n'a pu être jointe;

b. une des personnes concernées ne souhaite pas qu'elle soit entamée;

c. les personnes concernées ont déjà conclu un accord ou que la victime ne formule plus d'exigence;

d. n'est plus remplie une des trois conditions légales pour une concertation restauratrice en groupe, visées à l'article 37bis, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

— soit que la concertation restauratrice en groupe n'a donné aucun résultat. Dans ce cas, le rapport mentionne :

a. le nom des personnes concernées qui ont été contactées, avec l'information qu'entre eux aucun accord n'a été trouvé;

b. toute autre information dont la communication est signée pour accord par toutes les personnes concernées.

Les informations pouvant porter préjudice à la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié d'infraction ne sont pas reprises.

4° si la concertation restauratrice en groupe aboutit, transmettre l'accord signé par les personnes concernées, au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse en vue d'être homologué par celui-ci. Une déclaration d'intention de la personne qui est soupçonnée avoir commis un fait qualifié infraction est également insérée. Elle y explique les démarches concrètes qu'elle entreprendra en vue de restaurer les dommages relationnels et matériels et les dommages subis par la communauté et d'empêcher d'autres faits dans le futur. La déclaration d'intention est signée pour accord par toutes les personnes concernées.

5° rédiger un rapport succinct sur l'exécution de l'accord et son résultat et adresser celui-ci au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse.

Le rapport est discuté avec les parents. Ainsi, ils sont invités à formuler leurs observations qui sont jointes au rapport.

Art. 6. Le juge de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou le parquet, selon le cas :

1° transmet, aux services de médiation et de concertation restauratrice en groupe, l'identité des personnes concernées et la copie de la proposition écrite d'entamer une procédure de médiation ou de concertation restauratrice de groupe;

2° n'intervient pas dans le fonctionnement des services de médiation et de concertation restauratrice en groupe et respecte leur indépendance;

3° n'utilise, en cas d'échec de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe, ni la reconnaissance de la matérialité des faits par le jeune ni le déroulement ou le résultat de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe, au préjudice du jeune.

Art. 7. Le Ministre de la Justice s'engage à :

1° cofinancer la médiation proposée par le Procureur du Roi et mise en œuvre par les services de médiation à concurrence d'un montant indexé annuel de :

- 3.000.000 euros pour la Communauté flamande;
- 2.000.000 euros pour la Communauté française;
- 25.000 euros pour la Communauté germanophone.

Pour l'année 2007, le financement fédéral sera proportionnel au nombre de mois durant lesquels le présent accord est d'application en 2007.

Les services de médiation tendent vers au moins 45 dossiers entamés par an par ETP.

Les montants mentionnés dans le présent accord de coopération sont indexés annuellement au 1^{er} janvier sur base de l'évolution de l'indice santé de l'année écoulée selon la formule suivante :

$$\frac{(\text{montant de base} \times \text{nouvel indice})}{\text{indice de base}}$$

L'indice de base est celui en vigueur en décembre 2006.

Le nouvel indice est celui qui sera en vigueur successivement au 1^{er} janvier de chaque année.

2° verser au plus tard le 1^{er} mars de chaque année aux Communautés, le montant indexé visé au point 1°. Toutefois, le versement pour l'année 2007 sera effectué pour la Communauté française et la Communauté germanophone dans les 2 mois de l'entrée en vigueur du présent accord. Le versement à la Communauté flamande sera divisé en un premier versement de deux tiers du montant dans les 2 mois de l'entrée en vigueur du présent accord, et un versement du dernier tiers avant la fin de l'année 2007,

3° mettre à la disposition de l'ensemble des parquets 27 criminologues qui auront entre autres pour mission de proposer aux personnes concernées une médiation qui sera organisée par le service de médiation.

Art. 8. Le présent accord est conclu pour une période de trois ans à partir de son entrée en vigueur.

Au terme de cette période, le présent accord est tacitement renouvelé annuellement sauf s'il est dénoncé par l'une des parties dans un délai minimal de neuf mois avant expiration de chaque période en cours, par lettre recommandée aux autres parties. Au cas où l'accord est résilié par une partie ou que l'accord est résilié envers une des parties, celui-ci continue à produire ses effets uniquement entre les autres parties de l'accord.

Art. 9. Une évaluation du présent accord de coopération par les Parties aura lieu au plus tard deux ans après son entrée en vigueur.

Art. 10. Les ministres compétents de chaque Partie sont habilités à trancher conjointement les litiges découlant de l'application du présent accord.

Art. 11. Le présent accord de coopération est publié intégralement au *Moniteur belge* dans les trois langues nationales.

Le présent accord de coopération produit ses effets le même jour que les articles 37bis à 37quinquies, 45quater et 52quinquies de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifiée par les lois du 15 mai 2006 et 13 juin 2006.

Fait à Bruxelles, le 13 décembre 2006, en 5 exemplaires originaux en français et en néerlandais. Une traduction en allemand du présent accord est réalisée.

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,
Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
Mme I. VERVOTTE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président,
Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
Ch. PICQUE

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes et la Fonction publique,
P. SMET

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes,
les Finances, le Budget et les Relations extérieures,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3701

[C — 2007/29096]

25 MEI 2007. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade

Gelet op de artikelen 128, § 1, 130, § 1 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 6°, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige gemeenschap, inzonderheid de artikelen 4, § 2, en 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, gewijzigd door de wetten van 15 mei 2006 en 13 juni 2006, inzonderheid de artikelen 37bis tot 37quinquies, 45quater en 52quinquies;

Gelet op de decreten van de Vlaamse Gemeenschap inzake bijzondere jeugdbijstand, gecoördineerd op 4 april 1990, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1990, 19 december 1991, 25 juni 1992, 4 mei 1994, 15 juli 1997 en 7 mei 2004;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 16 maart 1998, 6 april 1998, 30 juni 1998, 5 mei 1999, 29 maart 2001, 31 maart 2004, 12 mei 2004 en 19 mei 2004;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 20 maart 1995 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 4 maart 1996, 20 mei 1997, 23 oktober 2000, 3 februari 2003 en 1 maart 2004;

Overwegende dat een samenwerking tussen de verschillende bevoegde overheden noodzakelijk is voor de organisatie van het herstelrechtelijk aanbod zoals bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

Tussen :

1. De Federale Staat, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Laurette Onkelinx, Minister van Justitie,

2. De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Yves Leterme, minister-president, en in de persoon van Inge Vervotte, Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

3. De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Marie Arena, Minister-President, en in de persoon van Catherine Fonck, Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

4. De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Karl-Heinz Lambertz, Minister-President, en in de persoon van Bernd Gentges, Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme,

5. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Charles Picqué, voorzitter van het Verenigd College, in de persoon van Pascal Smet, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt, en in de persoon van Evelyne Huytebroeck, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, Financiën, Begroting, en Buitenlandse Betrekkingen,

Is op grond van hun respectieve bevoegdheden overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de structurele samenwerking tussen de diensten van de Federale Overheidsdienst Justitie en de door de bevoegde overheden erkende diensten, die georganiseerd worden door de gemeenschappen of beantwoorden aan de door de gemeenschappen gestelde voorwaarden, in het kader van de tenuitvoerlegging van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de artikelen 37bis tot 37quinquies, 45quater en 52quinquies van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, gewijzigd door de wetten van 15 mei 2006 en 13 juni 2006.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

1° herstelrechtelijk aanbod : het aanbod betreffende de bemiddeling of het herstelgericht groepsoverleg voorgesteld door de jeugdrechter, de jeugdrechtbank of de procureur des Konings;

2° bemiddeling : het overleg tussen de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en het slachtoffer, om hen de mogelijkheid te bieden om samen en met de hulp van een onpartijdige bemiddelaar, aan de onder meer relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit tegemoet te komen;

3° herstelgericht groepsoverleg : het overleg tussen de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, het slachtoffer, hun sociale omgeving alsook alle dienstige personen, om hen de mogelijkheid te bieden om in groep en met de hulp van een onpartijdige bemiddelaar in overleg uitgewerkte oplossingen te overwegen over de wijze waarop het conflict kan worden opgelost dat voortvloeit uit het als misdrijf omschreven feit, onder meer rekening houdend met de relationele en materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit;

4° bemiddelingsdienst : de door de bevoegde overheden erkende dienst, die georganiseerd wordt door de Gemeenschappen of beantwoordt aan de door de Gemeenschappen gestelde voorwaarden en die instaat voor de bemiddeling;

5° dienst voor herstelgericht groepsoverleg : de door de bevoegde overheden erkende dienst, die georganiseerd wordt door de Gemeenschappen of beantwoordt aan de door de Gemeenschappen gestelde voorwaarden en die instaat voor het herstelgericht groepsoverleg;

6° betrokken personen : de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en het slachtoffer.

Ingevolge de gemeenrechtelijke bepalingen van het burgerlijk recht, wordt tevens het minderjarige slachtoffer bijgestaan door de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen.

7° slachtoffer : de persoon die verklaart morele en/of materiële schade te hebben geleden veroorzaakt door een als misdrijf omschreven feit.

Art. 3. Binnen de vijftien dagen na de inwerkingtreding van het huidige akkoord deelt de minister van een Gemeenschap of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd is voor de jeugdbescherming, aan de Minister van Justitie de lijst mee van de diensten die het herstelrechtelijk aanbod uitvoeren. Iedere wijziging aan deze lijst wordt onverwijld door de minister van een Gemeenschap of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd is voor de jeugdbescherming aan de Minister van Justitie meegedeeld.

De Gemeenschappen verbinden zich ertoe om de gerechtelijke beslissingen waarbij een herstelrechtelijk aanbod wordt voorgesteld, uit te voeren, wanneer de taal van de procedure overeenstemt met deze van de betrokken Gemeenschap, onverminderd artikel 37, § 1, laatste lid van de wet van 8 april 1965, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006.

Art. 4. In het kader van de bemiddeling voorgesteld door de procureur des Konings hebben de bemiddelingsdiensten als taak :

1° contact op te nemen met de betrokken personen indien deze zelf nog geen enkel initiatief genomen hebben ten aanzien van de betrokken dienst binnen de acht dagen na de ontvangst van het afschrift van het schriftelijke voorstel van de procureur des Konings;

2° zich gedurende de gehele bemiddeling te verzekeren van de uitdrukkelijke en onvoorwaardelijke instemming van de personen die eraan deelnemen;

3° de procureur des Konings in te lichten zodra blijkt dat bemiddeling niet of niet langer mogelijk is, onmiddellijk en uiterlijk binnen de termijn van een maand. In dit geval richt de Dienst een bondig verslag tot de procureur des Konings, dat één van de hiernavolgende vermeldingen bevat :

— hetzij dat de bemiddeling geen aanvang genomen heeft omdat :

a. één van de betrokken personen niet werd bereikt;

b. één van de betrokken personen niet wil dat zij een aanvang neemt;

c. de betrokken personen reeds een akkoord gesloten hebben of het slachtoffer geen eisen meer formuleert;

d. één van de drie wettelijke voorwaarden voor een bemiddeling, vermeld in artikel 45quater, § 1, tweede lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, niet meer is vervuld.

— hetzij dat de bemiddeling geen resultaat opgeleverd heeft. In dit geval vermeldt het verslag :

a. de naam van de betrokken personen die gecontacteerd werden, met de informatie dat tussen hen geen overeenkomst werd bereikt;

b. elke andere informatie waarvan de mededeling ervan voor akkoord getekend werd door alle betrokken partijen.

De informatie die schade kan berokkenen aan de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd of aan het slachtoffer wordt niet opgenomen.

4° binnen de twee maanden na hun aanwijzing door de procureur des Konings, een bondig verslag tot deze richten over de voortgang van de bemiddeling, dat verduidelijkt dat de bemiddeling een aanvang genomen heeft, maar nog niet afgerond is.

De informatie die schade kan berokkenen aan de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd of aan het slachtoffer wordt niet opgenomen.

5° indien de bemiddeling afgerond wordt, het akkoord dat is ondertekend door de betrokken personen, over te maken aan de procureur des Konings opdat deze het zou goedkeuren.

6° een verslag op te stellen over de uitvoering van het akkoord en dit te richten aan de procureur des Konings.

Het verslag wordt besproken met de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen ten aanzien van de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd en met de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben. Aldus worden ze ertoe uitgenodigd om hun bedenkingen te formuleren, die bij het verslag worden gevoegd.

Art. 5. § 1. In het kader van de bemiddeling voorgesteld door de jeugdrechter of door de jeugdrechtbank hebben de bemiddelingsdiensten als taak :

1° contact op te nemen met de betrokken personen indien deze zelf nog geen enkel initiatief genomen hebben naar de betrokken dienst toe binnen de acht dagen na de ontvangst van het afschrift van het voorstel van de jeugdrechter of de jeugdrechtbank;

2° zich gedurende de gehele bemiddeling te verzekeren van de uitdrukkelijke en onvoorwaardelijke instemming van de personen die eraan deelnemen;

3° de jeugdrechter of de jeugdrechtbank in te lichten zodra blijkt dat bemiddeling niet of niet langer mogelijk is, onmiddellijk en uiterlijk binnen de termijn van een maand. In dat geval richt de dienst een bondig verslag tot de jeugdrechter of de jeugdrechtbank, dat één van de hiernavolgende vermeldingen bevat :

— hetzij dat de bemiddeling geen aanvang zal nemen omdat :

a. één van de betrokken personen niet werd bereikt;

b. één van de betrokken personen niet wil dat zij een aanvang neemt;

c. de betrokken personen reeds een akkoord gesloten hebben of het slachtoffer geen eisen meer formuleert;

d. één van de drie wettelijke voorwaarden voor een bemiddeling, vermeld in artikel 37bis, § 1, eerste lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, niet meer vervuld is.

— hetzij dat de bemiddeling geen resultaat opgeleverd heeft. In dit geval vermeldt het verslag :

a. de naam van de betrokken personen die gecontacteerd werden, met de informatie dat tussen hen geen overeenkomst werd bereikt;

b. elke andere informatie waarvan de mededeling ervan voor akkoord getekend werd door alle betrokken partijen.

De informatie die schade kan berokkenen aan de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd wordt niet opgenomen.

4° het door de betrokken partijen ondertekende akkoord richten aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank, opdat deze het zou homologeren.

5° een bondig verslag opstellen over de uitvoering van het akkoord en het resultaat ervan, en dit verslag richten aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank, opdat deze het zou homologeren.

Het verslag wordt besproken met de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen ten aanzien van de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd en met de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben. Aldus worden ze ertoe uitgenodigd om hun bedenkingen te formuleren, die bij het verslag worden gevoegd.

§ 2. In het kader van het herstelgericht groepsoverleg voorgesteld door de jeugdrechter of door de jeugdrechtbank hebben de diensten voor herstelgericht groepsoverleg als taak :

1° contact op te nemen met de betrokken personen indien deze zelf nog geen enkel initiatief genomen hebben naar de betrokken dienst toe binnen de acht dagen na de ontvangst van het afschrift van de beslissing van de jeugdrechter of de jeugdrechtbank;

2° zich gedurende het gehele herstelgericht groepsoverleg te verzekeren van de uitdrukkelijke en onvoorwaardelijke instemming van de personen die eraan deelnemen;

3° de jeugdrechter of de jeugdrechtbank in te lichten zodra blijkt dat herstelgericht groepsoverleg niet of niet langer mogelijk is. In dat geval richt de dienst een bondig verslag tot de jeugdrechter of de jeugdrechtbank, dat één van de hiernavolgende vermeldingen bevat :

— hetzij het herstelgericht groepsoverleg geen aanvang zal nemen omdat :

a. één van de betrokken personen niet werd bereikt;

b. één van de betrokken personen niet wil dat zij een aanvang neemt;

c. de betrokken personen reeds een akkoord gesloten hebben of het slachtoffer geen eisen meer formuleert;

d. één van de drie wettelijke voorwaarden voor een herstelgericht groepsoverleg, vermeld in artikel 37bis, § 1, eerste lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, niet meer is vervuld.

— hetzij het herstelgericht groepsoverleg geen resultaat opgeleverd heeft. In dit geval vermeldt het verslag :

a. de naam van de betrokken personen die gecontacteerd werden, met de informatie dat tussen hen geen overeenkomst werd bereikt;

b. elke andere informatie waarvan de mededeling ervan voor akkoord getekend werd door alle betrokken partijen.

De informatie die schade kan berokkenen aan de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd wordt niet opgenomen.

4° indien het herstelgericht groepsoverleg afgerond wordt, het akkoord dat is ondertekend door de betrokken personen, over te maken aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank opdat het door deze zou worden gehomologeerd. Een intentieverklaring van de persoon die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit gepleegd te hebben wordt ook toegevoegd. Hierin verklaart deze welke concrete stappen hij zal ondernemen om de relationele en materiële schade en de schade aan de gemeenschap te herstellen en om verdere feiten in de toekomst te voorkomen. De intentieverklaring wordt voor akkoord ondertekend door alle betrokken partijen.

5° een bondig verslag op te stellen over de uitvoering van het akkoord en het resultaat ervan en dit te richten aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank.

Het verslag wordt samen met de ouders besproken. Aldus worden ze ertoe uitgenodigd om hun bedenkingen te formuleren, die bij het verslag worden gevoegd.

Art. 6. De jeugdrechter, de jeugdrechtbank of het parket, naargelang het geval :

1° maakt aan de bemiddelingsdiensten en de diensten voor herstelgericht groepsoverleg, de identiteit over van de betrokken personen evenals een kopie van het geschreven voorstel om een procedure van bemiddeling of herstelgericht groepsoverleg aan te vatten;

2° komt niet tussen in het functioneren van de bemiddelingsdiensten en de diensten voor herstelgericht groepsoverleg en respecteert hun onafhankelijkheid;

3° gebruikt, ingeval van mislukking van de bemiddeling of het herstelgericht groepsoverleg, noch de erkenning van de werkelijkheid van het misdrijf door de jongere, noch het verloop of het resultaat van de bemiddeling of van het herstelgericht groepsoverleg ten nadele van de jongere.

Art. 7. De Minister van Justitie verbindt zich ertoe :

1° de bemiddeling voorgesteld door de procureur des Konings en uitgevoerd door de bemiddelingsdiensten te co-financieren, tot een jaarlijks geïndexeerd bedrag van :

— 3.000.000 euro voor de Vlaamse Gemeenschap;

— 2.000.000 euro voor de Franse Gemeenschap;

— 25.000 euro voor de Duitstalige Gemeenschap.

Voor het jaar 2007 zal de federale financiering proportioneel zijn ten aanzien van het aantal maanden dat dit samenwerkingsakkoord in 2007 van toepassing is.

De bemiddelingsdiensten streven naar minstens 45 opgestarte dossiers per jaar per VTE.

De in dit samenwerkingsakkoord vermelde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de evolutie van de gezondheidsindex van het voorbije jaar volgens de volgende formule :

$$\frac{(\text{basisbedrag} \times \text{nieuwe index})}{\text{basisindex}}$$

De basisindex is deze die van kracht is in december 2006.

De nieuwe index is deze die telkens per 1 januari van de volgende jaren van kracht zal zijn.

2° het geïndexeerde bedrag beoogd onder 1° op uiterlijk 1 maart van ieder jaar uit te keren aan de Gemeenschappen. De betaling voor het jaar 2007 zal evenwel voor de Franse en de Duitstalige Gemeenschap geschieden binnen de 2 maanden na inwerkingtreding van dit akkoord. De betaling aan de Vlaamse Gemeenschap wordt opgesplitst in een eerste betaling van 2/3 van het bedrag binnen de 2 maanden na inwerkingtreding van dit akkoord, en de betaling van het overige derde vóór het eind van het jaar 2007.

3° 27 criminologen ter beschikking te stellen van het geheel van de parketten, die onder andere tot taak zullen hebben om de betrokken personen een bemiddeling voor te stellen die georganiseerd zal worden door de bemiddelingsdienst.

Art. 8. Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding ervan.

Na afloop van deze termijn, wordt dit samenwerkingsakkoord telkens jaarlijks stilzwijgend verlengd indien het niet schriftelijk bij aangetekend schrijven aan de andere partijen wordt opgezegd uiterlijk negen maanden voor het eind van elke lopende periode. In het geval dat het akkoord opgezegd wordt door een partij of dat het akkoord opgezegd wordt ten opzichte van een van de partijen, blijft het zijn gevolgen hebben tussen de andere partijen van het akkoord.

Art. 9. Een evaluatie van dit samenwerkingsakkoord door de Partijen zal plaatshebben uiterlijk twee jaar na de inwerkingtreding ervan.

Art. 10. De bevoegde ministers van elke partij zijn gerechtigd om samen de betwistingen te beslechten die uit de toepassing van dit akkoord voortvloeien.

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord wordt volledig in de drie nationale talen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Dit samenwerkingsakkoord wordt van kracht op dezelfde dag als de artikelen 37bis tot 37quinquies, 45quater en 52quinquies van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, gewijzigd door de wetten van 15 mei 2006 en 13 juni 2006.

Gedaan te Brussel op 13 december 2006 in 5 originele exemplaren in de Nederlandse en de Franse taal.

Er wordt een vertaling naar het Duits van dit akkoord opgesteld.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President,
Y. LETERME

De Vlaamse Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
Mevr. I. VERVOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-president,
Minister van Vorming en Tewerkstelling, Sociale Zaken en Toerisme,
B. GENTGES

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
Ch. PICQUE

Het Lid van het Verenigd College dat bevoegd is voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen
en het Openbaar Ambt,
P. SMET

Het Lid van het Verenigd College dat bevoegd is voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,
Financiën, Begroting en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. E. HUYTEBROECK

—
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 390-1. — Verslag, nr. 390-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 22 mei 2007.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3702

[C - 2007/29186]

2 JUILLET 2007. — Décret modifiant le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 41 du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales, les mots « au terme d'une année d'études organisées conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur » sont remplacés par les mots « au terme de la formation dispensée conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ».

Ce titre est en outre conféré conjointement avec le grade de Master en gestion de l'entreprise, option didactique et de Master en gestion publique, option didactique ».

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré un article 111bis rédigé comme suit :

« Art. 111bis. Les titulaires de diplômes de spécialisation délivrés par les Hautes Ecoles dans la discipline de la psychomotricité ou de la rééducation psychomotrice au plus tard au terme de l'année académique 2004-2005 sont réputés s'être vus délivrer le grade et être porteurs du diplôme de « Spécialisation en psychomotricité. »